



HAL
open science

Les pays émergents (hors BRICS)

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les pays émergents (hors BRICS). Les BRICS et leur signification, Oct 2013, Paris, France. hal-02181659

HAL Id: hal-02181659

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02181659>

Submitted on 12 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jacques Fontanel
Les pays émergents (hors BRICS)

Les BRICS et leur signification,

Table ronde, Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale et l'Association
internationaliste, Ecole militaire, Paris, 7 octobre 2013.
Document fourni en séance

Résumé : Les pays du BRICS sont considérés comme des puissances émergentes, qui refusent, pour l'instant, d'accepter d'autres puissances ou économies développées en devenir. La liste des pays concernés évolue dans le temps, chaque époque a ses émergents. La définition est floue, elle dépend du PIB (concept discutable), du rattrapage économique, des transformations profondes de l'économie nationale. Les structures politiques stables sont souvent revendiquées pour sortir d'un système économique atone. Parfois, les pays émergents ont une demande interne faible, ils se développent grâce aux exportations, avec tous les dangers que comporte les risques de la guerre économique. Les normes définies par les organisations économiques internationales sont aussi contestées, afin de résoudre les questions du surendettement, les rapports de puissance défavorables, la dégradation des termes de l'échange et le pillage de leurs ressources.

The BRICS countries are considered as emerging powers, which for the time being refuse to accept other developing powers or developed economies. The list of countries concerned evolves in time, each era has its emergent. The definition is vague, it depends on the GDP (questionable concept), the economic catch-up, the profound transformations of the national economy. Stable political structures are often claimed to come out of a sluggish economic system. Sometimes, emerging countries have weak domestic demand; they develop through exports, with all the dangers of the risks of economic war. Standards set by international economic organizations are also challenged in order to address over-indebtedness issues, adverse power relations, terms of trade degradation and looting of their resources.

Mots clefs : Pays émergents, termes de l'échange, PIB, pouvoir économique, Organisations internationales, BRICS

En 1981, avec le développement des marchés boursiers dans le monde, la Société Financière Internationale, filiale de la Banque mondiale, a développé le concept de

pays émergents pour différencier les pays en développement offrant de larges opportunités aux investisseurs de ceux qui n'offraient qu'une attraction économique limitée. De manière plus générale, les pays émergents sont aujourd'hui caractérisés par une production intérieure brute par habitant encore nettement inférieure à celle des pays dits développés, mais aussi par un taux de croissance très rapide et des structures industrielles en essor, laissant ainsi entrevoir un « rattrapage » de développement économique dans la logique des stades de croissance de Rostow. D'autres critères aujourd'hui sont susceptibles d'être appliqués pour caractériser les pays émergents, notamment l'amélioration du niveau de vie d'une part de plus en plus importante de la population, l'ouverture au marché mondial des produits et services et la participation active aux flux internationaux de capitaux.

La liste des pays concernés évolue dans le temps, chaque époque a ses émergents. L'Argentine est séculairement reconnu comme un pays émergent, qui n'a pas encore réussi son développement économique. Les conflits armés, les révolutions sociales, les rapports de force géopolitiques sont autant de situations susceptibles de remettre en cause le passage de l'émergence au développement. Au sens moderne, Après le Japon, les Nouveaux Pays Industrialisés (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong) ont quasiment rejoint les statistiques en termes de flux des pays développés (les statistiques sur l'indice de Développement Humain (IDH) peut en témoigner, notamment dans le cas de la Corée du Sud. Les pays asiatiques ont inventé, par le seul biais de la pratique et sans aucune théorisation, un autre modèle basé sur l'exportation. Tout reposait sur la vente de biens industriels et de services, et sur la vente d'une force de travail grâce à l'émigration. Ce modèle performant a permis la sortie de la pauvreté de millions d'individus. Il n'en connaît pas moins aujourd'hui trois limites, les évolutions démographiques, l'absence de profondeur des marchés développés et les tensions sur les ressources naturelles du fait des transformations environnementales.

Ce concept d'émergence s'impose dans l'actualité autant économique que géopolitique ou médiatique ; il traduit tout d'abord un malaise voire une crainte des pays dominant l'ordre mondial de voir leur *leadership* bousculé. Ce concept d'émergence s'impose dans l'actualité autant géo-économique, traduisant la crainte des pays industrialisés à devoir limiter les avantages de leur leadership mondial. Aujourd'hui, ce ne sont plus de « petits » pays qui ont la volonté politique d'émerger, mais les plus grands pays du monde, désireux à la fois d'acquérir ou de reconquérir une puissance économique digne de leurs ambitions. Autant les « nouveaux pays industrialisés » des dragons asiatiques entraînent dans les stratégies des entreprises multinationales, sans remettre en cause pour autant la puissance du monde occidental et de l'espace socialiste intercontinental, autant le réveil de ces grands pays offre une redistribution des cartes politico-économiques dans le grand jeu de la globalisation mondiale.

Brésil, Russie, Inde, Chine sont le moteur de la croissance économique mondiale, dont ils représentent 50 % entre 2000 et 2008. Leurs atouts ? Tous quatre sont des pays-continent. La Chine est un « exportateur manufacturier hypercompétitif » (Alan Beattie, du *Financial Times*). L'Inde se spécialise dans les services informatiques. Le Brésil est un agroexportateur redoutable. La Russie mise sur ses atouts énergétiques. Les entreprises des BRICS, nouveaux *conquistadores* de la mondialisation, se lancent à l'assaut du monde. La Chine et le Brésil placent quatre entreprises parmi les dix premières du monde. Le Boston Consulting Group (BCG) identifie en 2007 les nouveaux champions : sur les 100 « challengers », 41 sont des entreprises chinoises, 20 indiennes, 13 brésiliennes et 7 russes, pour un total de 81.

Comment percevoir l'émergence d'aujourd'hui ?

La définition des pays émergents reste floue et les sigles comme les BRICS ne manquent pas non plus de poser problème, tant les situations de leurs composantes sont hétérogènes et, dans certains cas, conflictuelles. Les **pays en développement** qui ne font pas partie des **pays les moins avancés** sont souvent qualifiés d'émergents, ce qui ne manque de laisser à penser au « politically correct », du même tonneau que le passage de la notion de pays sous-développés à celle de pays en développement. Pourtant, des spécialistes ont proposé des critères objectifs pour définir précisément le groupe des pays émergents :

- **Revenus intermédiaires** : les pays émergents ont un revenu par habitant en parités de pouvoir d'achat (PPA) compris entre 10 et 75 % du revenu moyen de l'Union européenne. Ceci exclut donc les pays les moins avancés et les pays riches.

- **Croissance et rattrapage économique** : Les pays émergents ont connu une croissance supérieure à la moyenne mondiale. Ils connaissent donc une période de rattrapage économique et pèsent de ce fait de plus en plus lourd dans la création de richesses mondiale.

- **Transformations institutionnelles et ouverture économique** : durant la période récente, ces économies ont connu une série de transformations institutionnelles profondes qui les ont davantage intégrées aux échanges mondiaux. L'émergence économique est donc en grande partie issue de la mondialisation. La question se pose pour les anciens pays d'Europe de l'Est et la Russie. Dans leur cas, il est difficile de parler de pays émergents, ou alors il faudrait plutôt témoigner, comme le souligne Erice Brunat, de leur ré-émergence, après une crise économique, politique et idéologique qui leur a fait perdre non seulement une bonne décennie de croissance économique, mais aussi leur situation compétitive sur les structures industrielles d'avenir.

Claude Chancel identifie comme les cinq « E » (État, éducation, entreprise, épargne, exportation). L'émergence est définie par les pays qui ont une croissance durablement forte reposant souvent sur un décollage industriel, la mise en place d'un État stable qui commande ce décollage économique et d'une nouvelle force géopolitiques. Ce n'est pas seulement les marchés les plus attractifs des PED¹, comme cela était perçu en 1980 par les banques d'affaires et internationales. Leur puissance démographique (à la notable exception de la Russie) et leur poids économique, en ont fait, ces dernières décennies, des locomotives de l'expansion.

Les pays émergents exercent aujourd'hui une force majeure dans les négociations internationales. Ils sont des pays au niveau de développement encore peu comparable à celui des pays développés, mais ils bénéficient d'une robuste croissance installée dans le temps, d'une forte compétitivité internationale, d'un Etat interventionniste stable et de la volonté de participer activement à la mise en place de nouvelles règles internationales.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) témoignent à la fois de leur force et de leur diversité. Ils constituent le « noyau dur » des pays émergents, ils sont assis sur un fort potentiel de marché intérieur, une main d'œuvre abondante et une démographie en croissance, mais ils subissent aussi les fragilités inhérentes à une

¹ PED : pays en voie de développement.

croissance à pas forcé, menacé par les fragilités financières internationales et les insuffisances de la gouvernance économique mondiale².

Les évolutions depuis 2000

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'accès de plusieurs nouveaux acteurs sur la scène internationale, venant rejoindre les pays exportateurs et producteurs de ressources énergétiques, ébranle la toute puissance des pays industrialisés et remet fortement en cause le système de gouvernance mondiale qui a connu son apogée avec la naissance de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le terme de pays émergents a été maintes fois utilisé pour présenter cette évolution. Cependant, la définition même de pays émergents ne manque pas d'être ambiguë, exprimant ainsi des situations très différentes de pays supposés en faire partie. Certes les pays développés subissent une situation de crise potentielle avec l'émergence de nouveaux concurrents dont l'efficacité sur les marchés internationaux repose principalement sur le faible coût de la main d'oeuvre, l'exploitation de ses ressources naturelles essentielles au développement économique contemporain et sur l'appui d'investissements directs étrangers.

En 1990, les échanges Nord-Nord représentaient 58 % du commerce mondial, ils sont tombés à 41 % en 2008. La crise accélère le processus de rattrapage initié avec la mondialisation. Depuis 2009, la crise économique mondiale pose problème. Dans son rapport 2013 sur le commerce et le développement, l'institution basée à Genève souligne que les échanges de marchandises – qui s'étaient effondrés en 2008 et 2009 – ont continué de décélérer en 2012, progressant de moins de 2%. Elle note que les mesures faites en 2013 «ne signalent pas une expansion». La conjoncture morose dans les pays du Nord explique «la plus grande part de ce ralentissement».

De façon moins attendue, le commerce a «considérablement ralenti» dans les pays en développement, dont le poids dans l'économie mondiale a pourtant doublé en quinze ans. «Le commerce Sud-Sud n'est pas devenu un moteur de croissance autonome pour les pays en développement. Ces échanges concernent avant tout des matières premières ou des composants circulant entre usines asiatiques. La part des importations de produits manufacturés destinée à être consommée sur place reste, insuffisante. Un constat qui montre que les pays du Nord, ruinés et en crise, représentent encore le centre de gravité de l'activité mondiale.

Pour la CNUCED, il faut des Etats engagés, un accès aux marchés mondiaux, une innovation en matière de politique sociale, le maintien de la dynamique, le renforcement de l'équité, l'essor de la représentation et la participation, l'affrontement face aux défis environnementaux, une gestion de l'évolution démographique, une gouvernance et un partenariat mondial pour une ère nouvelle³. La vigueur des économies du Sud doit être relié à un engagement en faveur du développement humain. De nouvelles institutions et de nouveaux partenariats sont susceptibles de renforcer l'intégration régionale et les relations Sud-Sud, Une plus grande représentation du Sud et de la société civile mondiale peut accélérer les progrès face

² Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013.

³ PNUD (2013), Rapport sur le développement humain 2013, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

aux principaux enjeux mondiaux, en insistant par ailleurs sur le développement des biens publics internationaux et mondiaux.

Après la Méditerranée cœur du monde avant-hier, l'Atlantique toujours au centre du monde encore, aujourd'hui, l'océan Pacifique et l'océan Indien, matrice de celui de demain ? Depuis deux décennies, la civilisation chinoise pèse de façon considérable sur le reste du monde. Le Brésil, cinquième plus vaste pays du monde, dispose de ressources naturelles aussi diversifiées que considérables, d'une démographie dynamique, et d'une culture industrielle. Le Nigéria devrait être, vers 2050, la troisième puissance démographique du monde), le marché et les ressources naturelles, convoitées, (Chinafrica) font un continent d'avenir et, de toute façon, stratégique.

Qui sont les pays émergents hors BRICS

Si les BRIC, devenus depuis peu BRICS, sont les plus populaires, il faut dire qu'il existe une très grande variété d'acronymes relatifs aux pays émergents. Il y a par exemple VISTA (Vietnam, Indonésie, Corée du Sud, Turquie et Argentine), TIMBI (Turquie, Inde, Mexique, Brésil et Indonésie) ou CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud). L'on a même, à un moment donné, entendu parler de BRIC + M où M représentait le Mexique. C'est la même banque qui a inventé le sigle Next-11. Selon elle, il s'agit des onze pays qui pourraient prendre la relève des BRIC dans les décennies à venir. Une fois de plus, il existe une très grande hétérogénéité entre eux mais l'importance de la population et la solidité du taux de croissance ont été déterminantes dans le choix des pays.

- Sur un échantillon de 107 pays en développement étudié entre 1990 et 2010, environ 87 % peuvent être considérés comme mondialement intégrés : leur part du commerce dans la production a augmenté, ils disposent de nombreux partenaires commerciaux de premier ordre et conservent une part du commerce dans la production élevée en comparaison avec des pays aux revenus similaires.

- Les pays émergents constituent aujourd'hui une famille riche, diversifiée et contrastée. Outre les BRICS, elle peut donc comprendre le Mexique et l'Argentine, les pays du Maghreb, ceux du Golfe, la Turquie, l'Iran, le Kazakhstan, le Vietnam, l'Indonésie et la Malaisie, beaucoup de pays de l'Afrique noire à la croissance vigoureuse, et même, certaines analyses incluent les anciens pays de l'Europe de l'Est (ce que nous contestons). On voit bien que par leur taille, leur situation, leur dynamisme et leur équation nationale, il s'agit d'un ensemble à la fois ressemblant et disparate. Ils prennent de plus en plus d'importance en comparaison avec les pays industrialisés de l'OCDE.

Indicateurs	1975	1993	2010
Part des pays du G7-G8 ⁴ dans la population mondiale (%)	14,11	12,20	12,81

⁴ G8 : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada, Russie.

Part des pays du G7-G8 dans le Produit Intérieur Brut mondial (%)	64,02	68,42	42,49
--	-------	-------	-------

Source : *Le Monde*, 26 mai 2011.

- Des conditions précises doivent être réussies pour le « décollage » : un pouvoir stable, plutôt fort et autoritaire, parfois totalitaire, disposant de la durée, une réforme agraire et nourricière, libérant des paysans qui deviennent des ouvriers, une priorité absolue donnée à l'impératif industriel, avec de gros horaires et de petits salaires pour les nombreux soutiers de l'expansion dans des secteurs économiques à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui constitue un avantage comparatif souvent décisif, des capitaines d'industrie systématiquement encouragés par le pouvoir. Il est défini une priorité absolue donnée à l'impératif industriel, avec de gros horaires et de petits salaires pour les nombreux soutiers de l'expansion, une production tournée d'abord vers l'exportation, avec la création de zones franches, une monnaie de combat sous-évaluée, une épargne de précaution à faible taux d'intérêt et de fortes réserves de change concentrées. Ces pays ont souvent des excédents commerciaux qui procurent d'énormes réserves de change. Ils usent et abusent d'une monnaie sous-évaluée leur permettant d'être plus offensifs à l'exportation et de la politique des zones franches Cette insertion dans la mondialisation leur permet d'accumuler des réserves de change et de faire évoluer la division internationale du travail à leur profit. Dans ce contexte, la concurrence exigée par l'OMC est pervertie par ces caractéristiques.

- Chacun de ces pays a, comme tous les autres, son histoire et sa culture. Les progrès économiques et sociaux supposent une révolution culturelle au sein de cette culture. L'État y est souvent civilo-industriel ou militaro-industriel, il est interventionniste, parfois réticent à reconnaître les libertés. Un fort sentiment national subsiste, malgré l'ouverture des marchés. Une revanche doit être prise sur les anciennes humiliations géopolitiques et économiques. Dans cette quête de puissance et de reconnaissance, il est nécessaire de surmonter « la malédiction des matières premières » et le Dutch disease. Les émirats du Golfe préparent l'après pétrole, en investissant à l'étranger et maintenant chez eux aussi, C'est le cas du Qatar, bien connu des Français.

- Depuis le début du millénaire, ces derniers ont aussi bénéficié de l'amélioration des termes de l'échange due non seulement à une hausse tendancielle du prix des produits de base à moyen terme, brièvement interrompue en 2008-2009, mais aussi à une baisse des prix mondiaux de certains produits manufacturés, en particulier de produits intensifs en main-d'oeuvre. La tendance haussière des prix a aussi été alimentée par la faible réactivité de l'offre due à une longue période de sous-investissement dans les capacités de production de plusieurs produits essentiels, en particulier dans le secteur des minéraux et le secteur minier, liée aux prix historiquement bas des années 1990. En même temps, la présence accrue d'investisseurs financiers sur les marchés de produits de base a accentué les problèmes d'*instabilité* des prix. Compte tenu des incertitudes qui caractérisent l'environnement économique mondial actuel, il est très difficile de faire des projections sur l'évolution future des prix de ces produits mais il ne fait guère de doute que les perspectives de croissance des pays en développement auront un impact non négligeable sur l'évolution future de la demande de produits de

base

- Une scolarisation des filles et des garçons qui autorise, à terme, la remontée de filière, facilitée par la copie, voire l'espionnage industriel (investissements étrangers, étudiants expatriés et exigence de transferts de technologie). Ces caractéristiques ne sont pas significatives de tous les pays concernés..

Pouvoir et gouvernance économique

Ce concept d'émergence s'impose dans l'actualité autant économique que géopolitique ou médiatique ; il traduit tout d'abord un malaise voire une crainte des pays dominant l'ordre mondial de voir leur *leadership* bousculé. Ce concept d'émergence s'impose dans l'actualité autant géo-économique, traduisant la crainte des pays industrialisés à devoir limiter les avantages de leur leadership mondial. Aujourd'hui, les pays émergents sortent « profil haut » de la crise et les pays exportateurs de pétrole et de gaz rachètent les fleurons industriels et touristiques des pays du Nord..

La Chine commence à déloger les anciennes puissances coloniales en Afrique. Les pays aux ressources financières importantes rachètent les fleurons technologiques des pays développés. Le discours médiatique est connu : le Sud se paie le Nord ! L'expert François Heisbourg nomme les émergents les « vainqueurs » de la crise quand l'Europe et le Japon en sont les « écopés ». La mondialisation, une occasion de revanche pour ce que le politologue Fareed Zakaria qualifie de « reste » du monde ?

- En fait, le concept de « pays émergents » met surtout en avant la volonté de ces pays de modifier les apports de force institués à la fin de la dernière guerre mondiale. Ils se proposent de modifier les règles du système international. Leur adhésion est essentielle pour redonner de la vie aux institutions de Bretton Woods, mais aussi dans l'élaboration d'accords nouveaux portant sur la santé mondiale, l'environnement, la protection du travail, l'aide au développement. Ils refusent d'accéder à la demande des pays occidentaux de respecter des règles environnementales exigées par les pays de l'OCDE que les pays développés n'ont pas eu à faire les frais au moment de leur « take-off ». Aujourd'hui, la Chine est sans doute le plus grand pollueur du monde, mais elle rejette cette responsabilité sur les vieux pays industrialisés. Les stratégies de l'ensemble des pays émergents restent diverses et difficiles à décrypter, mais elles privilégient souvent les dynamiques de court terme, les contraintes économiques et sociales immédiates et l'ouverture au capital étranger.

- L'ouverture économique sur le monde est affirmée aujourd'hui. Tous les pays en développement dont l'IDH a le plus progressé en comparaison avec leurs homologues entre 1990 et 2012 (au moins 45 dans le présent échantillon) se sont mieux intégrés à l'économie mondiale au cours des vingt dernières années : l'augmentation moyenne de leur part du commerce dans la production est d'environ 13 points de pourcentage supérieure à celle enregistrée par le groupe de pays en développement dont la hausse de l'IDH reste modeste. Cette tendance confirme de précédentes recherches qui montraient que les pays s'ouvraient généralement davantage en se développant

- Les pays émergents ont pris du poids dans le Conseil d'Administration du FMI⁵. Par ailleurs, les grands pays émergents accroissent leur pouvoir au sein du FMI.

⁵ 1 - États-Unis : 17, 43, 2 – Japon : 6,47, 3 – Chine : 6, 39, 4 – Allemagne : 5,59, 5 – France : 4,23, 6 – Royaume-Uni : 4, 23, 7 – Italie : 3, 16, 8 – Inde : 2,75, 9 – Russie : 2, 71, 10 – Brésil : 2, 32, 11 – Canada 2,

Désormais, ils placent 8 des leurs parmi les 20 premiers actionnaires du Fonds, avec cette nouvelle répartition des actions et des droits de vote en 2011. - L'OCDE publie en 2010 un rapport intitulé *Le Grand Basculement de la richesse*, le FMI se réforme et redistribue des droits de vote à la Chine, à la Corée du Sud, au Mexique et à la Turquie, au détriment des Européens. Le G8 s'efface derrière le G20, où l'influence des pays développés se dilue au profit des pays émergents. Le G20 concurrence le fameux G8 qui dominait les négociations internationales. Les études se multiplient pour attester d'un déplacement de la puissance économique, mais également géopolitique et culturel des grandes nations industrielles vers des nouveaux acteurs. La Chine est devenue un sujet d'interrogations et d'inquiétudes

- Aujourd'hui, l'aide aux pays « émergents » commence à être sérieusement contestée. Comment expliquer certaines aides internationales au financement destiné à l'éducation à des pays qui disposent de réserves financières considérables. La seconde interrogation est la volonté de ces pays à réorganiser l'action collective internationale sur le modèle de la politique d'aide bilatérale chinoise. Concentrées sur un petit nombre de pays, les sommes avancées ne sont pas négligeables, mais sont loin de rivaliser avec celles des pays développées. Cette question met surtout en lumière une réalité différente, celle de donateurs émergents qui recourent à des pratiques divergentes, traitent avec des États qui méprisent les règles de bonne gouvernance, prêtent à des pays en voie de développement dont la dette vient d'être annulée, ou véhiculent des modèles qui ne répondent pas aux orientations des pays développés. En somme, le comportement des pays émergents dans le système international, qu'il soit coopératif ou compétitif, déterminera inévitablement le futur des régulations des biens publics mondiaux.

D'autre part, les normes établies par les institutions internationales sont remises en cause par le Brésil ou la Russie, qui n'ont plus vraiment besoin des contrôles du Fonds Monétaire International ou de la Banque mondiale. Ils souhaitent, au contraire, augmenter leur influence sur ces organisations, ce qui ne convient pas aux pays européens et américains. Les règles de la bonne gouvernance ne sont pas toujours respectées, les soutiens politiques ne se fondent guère sur la nature démocratique du système et les engagements financiers avec contreparties suivent parfois des annulations de dette décidées par les pays développés au regard de la situation économique insoutenable des pays les plus pauvres. Le comportement des pays émergents, s'il devient homogène, posera avec acuité la question du maintien et de l'essor pourtant inévitablement nécessaire des biens publics mondiaux.

- Le modèle des émergents n'a pas besoin d'un marché intérieur. Le déséquilibre des structures sociales dans les pays émergents a aussi frappé, dans les pays développés, les salariés les moins qualifiés. L'écart s'y est creusé entre la partie de la population la plus compétitive du point de vue de la mondialisation, la population active mobilisée par des activités de service, et celle déqualifiée, massivement destinataire des mécanismes de redistribution. Cette lutte générale contre le déclassement dans toutes les sociétés occidentales s'est accompagnée d'une augmentation considérable de l'endettement public et privé, pour contrer l'affaiblissement de la compétitivité.

- La troisième difficulté réside dans le surendettement des sociétés occidentales, rendu

31, 12 – Arabie Saoudite : 2,08, 13 – Espagne : 2,00, 14 – Mexique : 1,87, 15 – Pays-Bas : 1,83, 16 – Corée du Sud : 1, 80, 17 – Australie : 1,38, 18 – Belgique : 1,34, 19 – Suisse : 1, 21, 20 – Turquie : 0,98 .

possible uniquement par la décision des pays émergents de devenir créanciers de leurs clients occidentaux. La convergence de ces limites est telle qu'une rupture est inévitable. Le dilemme est d'importance pour les pays développés qui doivent s'ajuster à cette nouvelle « économie-monde » mais qui, s'ils s'y résolvent, fera planer un risque de faillite à leurs créanciers. Même décidés « à soutenir l'Occident jusqu'à l'insoutenable », les pays émergents vont être happés par la crise sauf si des scénarios et des stratégies d'évolution émanent d'eux-mêmes.

- Le premier scénario repose sur la transformation, à l'initiative des pays émergents, de leur modèle économique tourné vers l'export en un modèle reposant en priorité sur la croissance du marché domestique. La poursuite de la précédente politique risque de soulever de graves problèmes au monde entier.

- Le deuxième scénario privilégie la capacité des pays développés à transformer leurs propres systèmes. Ils pourraient alors devenir des recycleurs de capitaux, à l'image de ce qui s'est passé dans les années soixante-dix avec les pétrodollars, dont l'afflux a changé beaucoup de choses. Plusieurs pistes existent, de la mise en compétitivité au coût du travail, soit tout un agenda de modernisation misant en particulier sur une qualification accrue de la population.

L'hétérogénéité des pays émergents et les modes

Au début de l'année 2010, le cabinet d'audit *PricewaterhouseCoopers* (PwC) rend public une étude qui définit les « E7 », les sept économies émergentes les plus prometteuses. S'ajoutent aux 4 « BRIC » le Mexique, l'Indonésie, la Corée du sud et la Turquie (« les MIST »). Selon cette projection, les PNB (produits intérieurs bruts) de ces huit pays devrait dépasser en 2020 ceux du G7 actuel, club des pays riches. Les pays émergents (Japon, puis « pays-ateliers » de l'Asie de l'est et du sud-est, Chine, Inde, Mexique, Brésil, Union sud-africaine, Maroc, Tunisie, Turquie, Pays du Golfe, Europe de l'est) se caractérisent le plus souvent par la priorité absolue donnée à l'industrie, puis aux cinq « E » (État, Éducation, Entreprise, Épargne, Exportation). Il implique souvent un pouvoir stable, plutôt fort et autoritaire, parfois totalitaire.

Cette analyse qui n'est généralement pas discutée pose problème :

- **La Russie** est plutôt un pays réémergent (Brunat), PIB/h = contre 8600 en 2000, 23.000 en PPP (43). Les libertés civiles et la corruption sont par contre très menacées et menaçantes. La Russie, jugée bien trop dépendante de ses exportations en gaz et en pétrole, cumule difficultés économiques et démographiques. Forte de 142 millions d'âmes, le pays a perdu six millions d'habitants en vingt ans et pourrait voir sa population diminuer de 24 millions d'ici à 2050. À plus court terme, comme pour la Chine, les économistes pointent les dangers d'une inflation galopante, qui, associée à la bulle immobilière, pourraient faire chuter en cascade d'autres secteurs.

- **Les pays de l'Est européen** n'ont pas été des pays en développement.

- **Le « miracle asiatique »** se construit sur une industrialisation tournée vers l'exportation (avec pour revers la faiblesse de leur marché intérieur) et sur une désindustrialisation occidentale. La Corée du Sud est un pays développé (30.800 dollar int. 5fois plus élevé qu'en 1980, IDH = 0,909, avec inégalité IDH = 0,758 (28^e pays), un indice de liberté civile supérieure à la France, mais un taux de corruption très élevé (45^e)

- **La Turquie** est vraiment un pays émergent avec 18348 \$ international contre 6000 en 1980. Son IDH est de 0,752 (90^e), mais avec les inégalités il se classe 63^e, 88^e pour les libertés civiles et 49^e pour la corruption. La Turquie, liée à la CEE depuis 1963, membre de l'Union douanière depuis 1995, est candidate à l'entrée dans l'Union européenne. Elle fait preuve d'une stabilité politique qui l'a posée en modèle pour ses voisins musulmans. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

- **L'Afrique du Sud** est un pays prometteur malgré de nombreux maux : chômage élevé, violence structurelle, difficultés économiques, flagrantes inégalités sociales...

- **Le Mexique** a un PIB de 16731 (59^e), mais plus de 10.000 en 1980. Peu de développement, mais crise en 1994. 61^e en IDH, 55^e IDH avec les inégalités, 50^e pour les libertés civiles et 105^e pour la corruption. Le pays semble pourtant trop dépendant de la manne pétrolière, de Washington, et des cartels de la drogue qui contrôlent une bonne partie du Nord du pays.

- **Le Maroc** est un pays en développement, 113^e à 125^e pour le PIB par habitant (de l'ordre de 5500 \$int), avec un IDH – 0,591 (130^e mondial), un indice liberté civile 119^e et 88^e en indice de corruption.

- **La Tunisie** fait un peu mieux avec un PPP int de 9700 \$, une 94^e place pour l'IDH, une 92^e pour les libertés civiles et une 75^e pour la corruption. L'Afrique ne représente que 3% des exportations mondiales et 8% des importations mondiales. Elle ne dégage que 2% d'excédent commercial sur les 15 dernières années quand le reste du monde constitue un excédent de 40%, a-t-il précisé. On note que la plupart des entreprises en Afrique sont situées dans le secteur informel.

- **Le Nigeria**, géant démographique (174 millions), est fort de sa manne pétrolière et de sa présence sur la scène diplomatique africaine. Il est pourtant déchiré par une violence endémique, des tensions centrifuges très fortes et des affrontements communautaires réguliers. La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a appelé jeudi à libérer le dynamisme du secteur privé pour booster le commerce intra-africain. Selon le Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique de la CNUCED, le secteur privé africain est défaillant principalement à cause de contraintes, telles les tarifs douaniers élevés au niveau du commerce entre pays africains, et il faut relever les contraintes particulières du secteur privé africain dans le contexte d'un commerce intra-africain rénové, dynamique et prometteur.

- Si on compare **l'Argentine au Brésil**, les résultats sont étonnants (12000 \$ pour les deux, pour la Banque mondiale, mais 40 % de plus pour le FMI et la CIA en faveur de l'Argentine). Concernant les 2 IDH, elle est mieux classé que le mastodonte (IDH 45^e contre 85^e, avec inégalités (43^e contre 70^e). En revanche le taux de corruption (102^e contre 69^e pour le Brésil et les libertés civiles 51^e contre 45^e plaident pour le Brésil)

- **Le Chili** (22300 \$), soit 46^e) 40^e pour l'IDH, 41^e (avec les inégalités), 35^e pour les libertés civiles et 20^e pour la corruption (avant la France), la **Malaisie** (17200 \$, 57^e) 64^e IDH, 71^e pour les libertés civiles et 54^e pour la corruption, ou l'**Uruguay** (16000 \$, 63^e), IDH, 51^e, IDH avec inégalités 42^e, liberté civile 17^e et corruption 21^e, soit deux classements meilleurs que la France. En revanche, le **Vénézuéla**, pays pétrolier (13800, 70^e) est 165^e pour la corruption, 97^e pour les libertés civiles et 71^e pour l'IDH)

- Enfin, la **Chine** (9300 \$, 90^e) est 101^e pour l'IDH, 141^e pour les libertés civiles et 80^e pour la corruption. Les **Philippines** jouent du bas coût de leur main-d'œuvre, sont un

pivot de l'industrie textile et brillent par la recherche agronomique (pour le riz), mais sa vulnérabilité aux différents aléas naturels révèle le mal-développement.

- Quant à l'**Inde** (3900 \$, 136^e) et à l'**Indonésie** (5000 \$, 126^e) , la population fait leur force, mais l'Inde est respectivement 136^e pour IDH (121^e pour l'Indonésie), 91^e pour IDH avec inégalités (78^e pour l'Indonésie), 39^e pour les libertés civiles (60^e e pour l'Indonésie) et 94^e pour la corruption (118^e pour l'Indonésie). Cependant, l'Indonésie a l'un des potentiels le plus prometteur de cette catégorie. Pays agricole (grumes, riz, huile de palme...), elle s'est dotée d'une industrie et reprend le modèle est-asiatique. Elle bénéficie aujourd'hui d'une croissance économique de plus de 3 % et d'une population jeune et nombreuse.

- La **Thaïlande** bénéficie d'une économie dynamique (15,3 % de croissance annuelle au dernier trimestre 2009), mais les tensions politiques actuelles la freinent

- Le **Viêtnam** tourne la page de son passé communiste, s'ouvre et s'intègre à l'Asean, ce qui lui permet de bénéficier d'une forte croissance économique, de développer ses exportations (textile, pétrole, riz...) et d'attirer les investisseurs internationaux.

La lecture de ces chiffres remet en cause la notion même de pays émergents. Si les pays émergents ont en commun une croissance économique soutenue (c'est un peu moins vrai pour la Russie, l'Afrique du Sud et, récemment, du Brésil) et la volonté « d'être quelque chose » (pour reprendre la définition d'Alfred Sauvy pour le Tiers-Monde), cela ne suffit pas pour autant à en faire un ensemble homogène. L'actuelle communauté de destin ne signifie pas, comme le montrent les pages de ce livre celle des intérêts à moyen et long terme.

Le Mexique a choisi de s'allier à l'Alena et la Turquie est candidate à l'Union européenne, en faisant preuve d'une stabilité politique qui la pose en modèle pour ses voisins musulmans. L'Indonésie quant à elle obtient des résultats satisfaisants, malgré une très forte corruption et des règlements administratifs pesants. Derrière le groupe des E7, plusieurs pays présentent aussi des résultats encourageants, comme le Nigeria, les Philippines, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Thaïlande, le Viêtnam et le Venezuela ? Cependant, peut-on, comme la littérature économique souvent le soulève, mettre dans la même catégorie la Turquie ou les Philippines, l'Arabie saoudite et le Venezuela, avec des éléments de développement bien différents au moins dans une partie de leur territoire ou de leur organisation ? De même, les riches pays du Golfe ne peuvent guère être mis dans le même sac, car les revenus issus des réserves naturelles sont considérables, ce qui en fait des acheteurs d'entreprises et territoires des pays développés et des financiers essentiels du système monétaire international.

En cas d'instabilité financière, « l'effet Tequila » (en référence à la situation mexicaine) ne manque pas de toucher les pays émergents, tous les pays émergents, selon des répartitions hétérogènes. Les accidents de tous ordres, restent possibles : surcapacités, surinvestissements, krachs immobiliers, inflation, révoltes sociales, catastrophes environnementales, course aux armements... Comment motiver de nouveau le monde du travail et ré-enchanter le pays face aux redoutables défis sociaux (inégalités), environnementaux (dégradations et pollutions) et géopolitiques (craintes et « containment » des partenaires), légués par cette rapide montée en puissance et en prospérité ?

Conclusion

Dans ce contexte, les gouvernements sont à juste titre soucieux de préserver leur souveraineté nationale. Une souveraineté responsable exige également des États qu'ils garantissent le respect des droits de l'homme et la sécurité de leurs citoyens. Conformément à ce point de vue, la souveraineté n'est pas seulement considérée comme un droit, mais comme une responsabilité. La politique sociale doit promouvoir l'inclusion, la garantie de non-discrimination et d'un traitement équitable constituant les piliers d'une stabilité sociale et politique. Elle doit également offrir des services sociaux de base capables de soutenir une croissance économique à long terme en aidant à la création d'une main d'oeuvre éduquée et en bonne santé. De tels services ne doivent pas nécessairement être prêtés par le secteur public. Mais l'État doit s'assurer que tous les citoyens disposent d'un accès sûr aux besoins fondamentaux propres au développement humain.

Certes, il y a de la part des pays émergents une volonté partagée de convertir leur poids économique en puissance politique, dans le contexte de sociétés très polarisées, entre élites fortement mondialisées et une pauvreté de masse qui perdure. Le souhait de déloger l'Occident des positions de pouvoir qu'il occupe encore afin de redessiner l'ordre mondial existant trouve ses racines dans une forme de ressentiment. Est ici à l'oeuvre une « capacité de nuisance » destinée à empêcher l'Occident de dominer le jeu quand il le peut encore. Un paradigme du changement pourrait être non pas « un clash des civilisations » mais un « clash des classes moyennes ». Celles-ci, en grande difficulté dans les pays développés, pourraient également générer une contestation des systèmes en place depuis l'intérieur des pays émergents, en raison notamment du nombre croissant de diplômés.

S'en distingue la perspective d'une nouvelle polarité « Nord contre Sud » telle que décrite par Samuel Huntington. Une autre analyse décrit une lutte pour l'hégémonie entre les Etats-Unis et la Chine, assortie d'une multiplication des centres de puissances au niveau mondial. Si bien qu'il ne s'agit plus de parler de « multipolarité » mais d'« a-polarité ». Le droit international est pour eux un moyen de prolonger l'impérialisme occidental. Il estime lui aussi que les pays émergents sont très attachés au primat de l'Etat ou de la communauté et non aux concepts de « communauté internationale » et de « gouvernance mondiale ».

Ceux-ci s'organisent à travers l'Organisation de coopération de Shanghai qui réunit la Chine, la Russie et l'Inde pour gérer l'Asie centrale..., dont on perçoit le caractère stratégique dans un « monde de ressources rares ». La Chine s'intéresse déjà de près au continent le plus riche en ressources pour former une Chinafrique dont elle déloge les anciennes puissances coloniales. Les émergents multiplient les réunions pour peser sur la gestion des affaires du monde.

- La recherche de marchés porteurs est aussi très aiguë. China Mobile (entreprise de service) est riche de plus de un milliard d'abonnés, sur la base de matériels chinois qui fabriquent des téléphones portables : Huawei et ZTE. Huawei serait la firme du monde ayant le plus gros budget de recherche. Dans le domaine de l'aviation civile, il est clair que le marché d'avenir est chinois. D'où la chaîne de montage d'airbus A320 à Tianjin. Danone, Chivas, Pernod-Ricard sont tous engagés en Chine.

- La nouvelle puissance des pays émergents se mesure aussi à leurs réserves en dollar, euros ou en or. La Chine dispose d'autant de 1200 tonnes d'or et de 3500 milliards de

dollars de réserves, soit au moins 50 % de plus que le PIB de la France. Cependant, les pays émergents ne peuvent ni ne veulent participer à la guerre des monnaies, jusque là considérées comme des devises.

- Dans les politiques engagées, ils n'ont pas hésité à utiliser les « zones franches, comme outil de la mondialisation. La Chine a expérimenté des projets, créant ainsi 33 millions d'emplois, 4 fois plus que dans le reste du monde. 47% des exportations de la Chine proviennent de ses ZES. C'est un avantage décisif dans la guerre économique (en 2008, l'OMC a exigé la suppression des avantages fiscaux des entreprises implantées dans les ZES).

- En 2013, le sommet des BRICS de Durban, en Afrique du Sud réaffirme la volonté de créer une banque des émergents, leur nouvelle puissance financière permet d'envisager la réalisation de ce projet. Cette question du nouveau partage du pouvoir est donc à suivre de près dans les années qui viennent.

Une gestion pragmatique du taux de change visant à empêcher une surévaluation de la monnaie peut limiter les effets déstabilisateurs des flux de capitaux spéculatifs. En outre, les écarts de taux d'intérêt, souvent à l'origine d'opérations spéculatives, peuvent être limités lorsque l'inflation est maîtrisée. Le principal moyen d'y parvenir ne consiste pas à imposer une politique monétaire restrictive et des taux d'intérêt élevés, mais à employer d'autres instruments, notamment une politique de revenus visant à aligner l'accroissement du salaire moyen sur la croissance de la productivité et l'objectif d'inflation de la banque centrale, et à faire en sorte qu'il ne les excède pas. Bien que le FMI ait reconnu récemment la légitimité des mesures de contrôle des mouvements de capitaux, il recommande de n'y recourir que dans les cas où une crise de la balance des paiements est déjà perceptible, et après que toutes les autres mesures (ajustements monétaires et budgétaires, notamment) ont échoué. Le problème de cette politique est qu'elle ne reconnaît pas le rôle macroprudentiel que le contrôle des entrées de capitaux peut jouer en empêchant la survenue initiale de ce type de crise.

Les Tableaux

PIB par habitant selon les sources en dollar international courant

Pays	Banque mondiale ⁶	FMI ⁷	CIA ⁸
Luxembourg	91388 (1)	79785 (2)	81100 (3)
Qatar	86507 (2)	102211 (1)	103900 (1)
Norvège	65640 (3)	55009 (4)	55900 (6)
USA	49965 (7)	49922 (6)	50700 (8)
Koweït	49001 (8)	39889 (16)	40700 (17)
Allemagne	40901 (17)	39028 (18)	39700 (19)
France	36104 (22)	35548 (25)	36100 (28)
UK	36901 (21)	36941 (22)	37300 (23)
Corée du Sud	30801 (28)	32272 (27)	32800 (29)
Guinée équatoriale	30233 (30)	25929 (39)	26400 (42)
Russie	23501 (43)	17709 (55)	18000 (58)
Chili	22363 (46)	18419 (50)	18700 (53)
Turquie	18348 (54)	15001 (66)	15200 (69)
Libye	17665 (56)	12066 (77)	12300 (80)
Malaisie	17143 (57)	16922 (56)	17200 (59)
Bostwana	16986 (58)	16820 (57)	17100 (60)
Mexique	16731 (59)	15312 (65)	15600 (68)
Gabon	16086 (62)	16548 (58)	16800 (61)
Uruguay	16037 (63)	15911 (60)	16200 (63)
Vénézuela	13475 (70)	13616 (71)	13800 (74)
Argentine	12034 (73)	18112 (55)	18400 (55)
Brésil	11909 (74)	11875 (78)	12100 (81)
Afrique du Sud	11440 (77)	11375 (81)	11600 (84)
Iran	11395 (78)	13127 (72)	13300 (75)
Colombie	10587 (84)	10972 (82)	11000 (85)
Azerbaïdjan	10624 (83)	10478 (85)	10700 (88)

⁶ Data refer mostly to the year 2012. "GDP per capita, PPP (current international \$)", World Development Indicators database, World Bank. Database updated on 1 July 2013. Accessed 30 August 2013.

⁷ World Economic Outlook Database-April 2013, International Monetary Fund. Accessed on 20 April 2013.

⁸ GDP - per capita (PPP), The World Factbook, Central Intelligence Agency. Accessed on 2 July 2013.

Thaïlande	9815 (87)	10126 (87)	10300 (91)
Tunisie	9795 (88)	9775 (90)	9900 (95)
Chine	9233 (92)	9162 (93)	9300 (98)
Algérie	8515 (95)	7477 (103)	7600 (109)
Ukraine	7418 (98)	7374 (105)	7500 (110)
Egypte	6723 (101)	6545 (110)	6700 (114)
Arménie	6645 (103)	5838 (118)	5900 (122)
Georgie	5902 (108)	5930 (117)	6000 (121)
Maroc	5193 (113)	5265 (121)	5400 (125)
Indonésie	4956 (116)	4977 (125)	5100 (128)
Philippines	4413 (122)	4430 (131)	4500 (135)
Inde	3876 (126)	3830 (133)	3900 (138)
Vietnam	3635 (128)	3548 (135)	3600 (139)
Pakistan	2891 (135)	2881 (141)	2900 (146)
Nigéria	2661 (137)	2720 (143)	2800 (148)
Côte d'Ivoire	2039 (147)	1727 (159)	1800 (163)
Sénégal	1944 (150)	2027 (155)	2100 (159)

Tableau : International Human Development Indicators- GDP (2005, PPP 2005\$)⁹

Pays	1980	2000	2009	2011 ¹⁰
Luxembourg	27608	61061	68188	68469
Qatar	-	64829	65894	77987
Norvège	26205	43975	47175	46982
USA	25510	39545	41188	42486
Koweït	39983	38359	45626	47935
Allemagne	20861	30298	32176	34437
France	20264	28210	29161	29819
UK	17382	29056	32026	32474
Corée du Sud	5544	18730	25299	27541
Guinée équatoriale	1999 (1990)	8662	31861	32026
Russie	12626 (1990)	8613	13615	14808
Chili	5654	11029	13832	15272
Turquie	5959	9828	11665	13466
Libye	-	12623	15361	15361 ?
Malaisie	4867	10209	12526	13672
Bostwana	3433	9531	11795	12939
Mexique	10238	11853	11936	12776
Gabon	17007	13251	13009	13998
Uruguay	7809	9609	11650	13315
Vénézuela	11594	9564	11315	11258
Argentine	10075	10282	13272	15501
Brésil	7567	7909	9468	10278
Afrique du Sud	8763	7641	9356	9678
Iran	7188	7503	10462	10462 ?
Colombie	5297	6619	8268	8861
Azerbaïdjan	4754 (1990)	2490	8590	8890
Thaïlande	2221	5497	7160	7633

⁹ UNDP (2012), International Human Development Indicators- GDP (2005, PPP 2005\$)
<http://hdrstats.undp.org/en/indicators/20206.html>

¹⁰ Data refer mostly to the year 2012. "GDP per capita, PPP (current international \$)", World Development Indicators database, World Bank. Database updated on 1 July 2013. Accessed 30 August 2013.

Tunisie	4047	6077	8347	8258
Chine	524	2667	6206	7418
Algérie	6358	6081	7431	7643
Ukraine	8063 (1990)	3696	5763	6359
Egypte	2404	4141	5365	5547
Arménie	2938 (1990)	2295	4811	5112
Georgie	6859	2502	4319	4826
Maroc	2335	2915	4119	4373
Indonésie	1323	2623	3696	4094
Philippines	2827	2697	3364	3631
Inde	879	1722	2813	3203
Vietnam	905 (1990)	1597	2721	3013
Pakistan	1224	1845	2357	2424
Nigéria	1645	1469	2030	2221
Côte d'Ivoire	2620	1811	1688	1581
Sénégal	1533	1527	1714	1737

Tableau 3 : Les valeurs IDH, IDH inégalité, libertés civiles et corruption

Pays	IDH	IDH (inégalités comprises)	Indice de Liberté civile	Indice de corruption
Luxembourg	0,875 (26)	0,813 (17)	8,88 (11)	80 (12)
Qatar	0,834 (36)	-	3,18 (138)	68 (27)
Norvège	0,955 (1)	0,894 (1)	9,80 (1)	85 (7)
USA	0,937 (3)	0,821 (16)	8,11 (19)	73 (19)
Koweït	0,790 (54)	-	3,74 (122)	44 (66)
Allemagne	0,92 (5)	0,856 (5)	8,34 (14)	79 (13)
France	0,893 (20)	0,812 (18)	7,77 (29)	71 (22)
UK	0,975 (26)	0,802 (19)	8,16 (18)	74 (17)
Corée du Sud	0,909 (12)	0,758 (28)	8,06 (22)	56 (45)
Guinée équatoriale	0,554 (136)	-	1,77 (161)	20 (163)
Russie	0,768 (56)	-	3,92 (117)	28 (133)
Chili	0,819 (40)	0,664 (41)	7,54 (35)	72 (20)
Turquie	0,722 (90)	0,560 (63)	5,73 (88)	49 (54)
Libye	0,769 (64)	-	3,55 (125)	
Malaisie	0,769 (64)	-	6,19 (71)	49 (54)
Bostwana	0,634 (119)	-	7,63 (33)	65 (30)
Mexique	0,775 (61)	0,593 (55)	6,93 (50)	34 (105)
Gabon	0,683 (106)	0,550 (65)	3,48 (128)	35 (102)
Uruguay	0,792 (51)	0,662 (42)	8,17 (17)	72 (21)
Vénézuela	0,748 (71)	0,549 (66)	5,08 (97)	19 (165)
Argentine	0,811 (45)	0,653 (43)	6,84 (51)	35 (102)
Brésil	0,73 (85)	0,531 (70)	7,12 (45)	43 (69)
Afrique du Sud	0,629 (121)	-	7,79 (28)	43 (69)
Iran	0,742 (76)	-	1,98 (159)	28 (133)
Colombie	0,719 (91)	0,519 (74)	6,63 (55)	36 (94)
Azerbaïdjan	0,734 (82)	0,650 (45)	3,15 (140)	27 (139)
Thaïlande	0,690 (103)	0,543 (67)	6,55 (58)	37 (80)
Tunisie	0,712 (94)	-	5,53 (92)	41 (75)
Chine	0,699 (101)	0,543 (67)	3,14 (141)	39 (80)
Algérie	0,713 (93)	-	3,44 (130)	34 (105)

Ukraine	0,740 (78)	0,672 (40)	5,94 (79)	26 (144)
Egypte	0,662 (112)	0,503 (82)	3,95 (115)	32 (118)
Arménie	0,729 (87)	0,649 (47)	4,09 (111)	34 (105)
Georgie	0,745 (72)	0,631 (51)	4,74 (102)	52 (51)
Maroc	0,591 (130)	0,415 (88)	3,83 (119)	37 (88)
Indonésie	0,629 (121)	0,514 (78)	6,53 (60)	32 (118)
Philippines	0,654 (114)	0,524 (73)	6,12 (75)	34 (105)
Inde	0,554 (136)	0,392 (91)	7,3 (39)	36 (94)
Vietnam	0,617 (127)	0,531 (70)	2,96 (143)	31 (123)
Pakistan	0,515 (146)	0,356 (98)	4,55 (105)	27 (139)
Nigéria	0,471 (153)	0,276 (119)	2,83 (119)	27 (139)
Côte d'Ivoire	0,432 (168)	0,265 (122)	3,08 (142)	29 (130)
Sénégal	0,470 (154)	0,315 (105)	5,44 (93)	36 (94)

Tableau : IDH et sa progression (par pays)

Pays	1990 ¹¹	2000 ¹²	2006	2012	% 1990/ 2012	% 2006/2012
USA	0,878	0,907	0,929	0,937	6,72	0,81
Koweït	0,712	0,781	0,786	0,790	11,1	0,05
France	0,784	0,853	0,881	0,893	13,9	1,36
Corée du Sud	0,749	0,839	0,882	0,909	21,36	3,06
Qatar	0,743	0,801	0,832	0,834	12,24	0,24
Russie	0,730	0,713	0,761	0,788	7,95	3,54
Chili	0,702	0,759	0,791	0,819	16,67	3,54
Turquie	0,569	0,645	0,694	0,722	26,89	4,04
Malaisie	0,635	0,712	0,748	0,769	21,1	2,81
Mexique	0,654	0,723	0,752	0,775	18,5	3,06
Gabon	0,610	0,627	0,655	0,683	11,97	4,27
Uruguay	0,693	0,741	0,762	0,792	14,29	3,94
Vénézuela	0,635	0,662	0,703	0,748	17,80	6,4
Argentine	0,701	0,755	0,780	0,811	15,69	3,97
Brésil	0,590	0,669	0,704	0,730	23,73	3,69
Afrique du Sud	0,621	0,622	0,606	0,629	1,29	4,66
Iran	0,540	0,654	0,704	0,742	37,41	5,40
Colombie	0,600	0,658	0,690	0,719	19,83	4,20
Azerbaïdjan				0,734		
Thaïlande	0,569	0,625	0,668	0,690	21,26	3,29
Tunisie	0,553	0,642	0,687	0,712	28,75	3,64
Chine	0,495	0,590	0,650	0,699	41,21	7,53
Algérie	0,562	0,625	0,685	0,713	26,87	4,01
Ukraine	0,714	0,673	0,725	0,740	3,64	2,07
Egypte	0,502	0,593	0,633	0,662	31,87	4,58

¹¹ UNDP : Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french/>

¹² UNDP : Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french/>

Arménie	0,628	0,648	0,709	0,729	21,4	2,82
Georgie	-	-	0,719	0,745		3,61
Maroc	0,440	0,512	0,565	0,591	34,32	4,60
Indonésie	0,479	0,540	0,582	0,629	31,31	8,08
Philippines	0,581	0,610	0,632	0,654	<u>12,56</u>	3,50
Inde	0,410	0,463	0,515	0,591	44,15	14,76
Vietnam	0,439	0,534	0,581	0,617	40,55	6,20
Pakistan	0,383	0,419	0,488	0,515	34,46	5,53
Nigéria	-	-	0,444	0,471		6,08
Côte d'Ivoire	0,360	0,392	0,408	0,432	20,00	5,88
Sénégal	0,368	0,405	0,445	0,470	27,72	5,60

Tableau 4 - PIB par habitant (en dollars courants)

Pays	2008	2009	2010	2011	2012
Argentine	8231	7674	9133	10952	11452
Brésil	8623	8373	10978	12576	11340
Bulgarie	6798	6403	6335	7287	6986
Chili	10672	10107	12671	14501	15356
Chine	3414	3749	4448	5442	6188
Gabon	10610	7949	9343	11789	11430
Inde	1042	1147	1419	1534	1489
Indonesie	2178	2272	2947	3472	3557
Malaisie	8560	7278	8729	10012	10381
Mexique	9501	7591	8779	9699	9747
Monténégro	7306	6713	6636	7253	6813
Nigeria	1370	1085	1432	1486	1555
Qatar	84628	62390	71510	89736	
Russie	11700	8616	10710	13284	14037
Afrique du Sud	5598	5758	7266	7943	7508
Thaïlande	4118	3979	4803	5192	5480
Turquie	10379	8626	10135	10605	10666
Ukraine	3891	2545	2974	3576	3867
Uruguay	9068	8996	11520	13724	14449
Venezuela	11223	11525	13559	10728	12729
France	43992	40488	39186	42522	39772
Allemagne	44132	40275	40164	44021	41514
United Kingdom	43147	35025	36233	38961	38514
USA	46760	45305	46616	48133	49965

Bibliographie

Aganbegyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Avril.

Central Intelligence Agency (2013), GDP – per capita, The World Factbook (july)

Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.

Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales, 2013.

Fontanel, J. (1986), The International Disarmament Fund for Development Disarmament, a periodic review by the United Nations, United Nations, New York.

Fontanel, J. (1981, 1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation et guerre, (en collaboration notamment avec Arrow, Klein et Sen), PUG, Débats, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, Collection « Côté cours », L'Harmattan, Paris, 2005.

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010.

Fontanel, J, Fontanel, M. (2013), Les BRICS, un concept statistique devenu une force politico-économique mondiale organisée, in « Basculement économique & géopolitique du monde. Poids et diversité des pays émergents » (Matmati, M. Ed.), L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Touatam, A. (2014, à paraître), La CNUCED, de l'alternative au GATT, à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, 2015.

International Monetary Fund. (2013), World Economic Outlook Database April 2013.

UNDP (2012), International Human Development Indicators- GDP (2005, PPP 2005\$)
<http://hdrstats.undp.org/en/indicators/20206.html>

UNDP : Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008
<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french>

UNDP : Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008
<http://hdr.undp.org/en/reports/global>

World Bank. World Development Indicators, Database updated on 1 July 2013. GDP – per capita, PPP, Accessed 30 August 2013.